



MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Mairie de SAINT ANDRE DE CORCY

Hôtel De Ville

Le Bourg

BP 29

01390 ST-ANDRE-DE-CORCY

tél.: 04.72.26.10.30, fax.: 04.72.26.13.36

Mail : accueil@mairie-saint-andre-de-corcy.fr

ACTE D'ENGAGEMENT

**Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande
Pour les travaux d'assainissement communaux**

La procédure utilisée est la suivante :

Procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

Date et heure limites de réception des offres

Le vendredi 22 septembre à 12h00

N° de marché

--	--	--	--	--	--	--	--

Horaires d'ouverture du secrétariat de mairie

Le secrétariat de mairie est ouvert au public

Lundi : 13h30-17h30

du Mardi au Vendredi : 9h00-12h00 et 13h30-17h30

Samedi : 9h00-12h

ACTE D'ENGAGEMENT

Maître de l'ouvrage :

Commune de Saint André de Corcy

Objet du marché :

Accord-cadre à bons de commande pour les travaux d'assainissement communaux

Mode de passation et forme de marché :

MARCHE PUBLIC passé en PROCEDURE ADAPTEE en application de l'article 27 du Décret marchés publics n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Il suit les dispositions des articles 78 et 80 du Décret marchés publics relatifs aux accords-cadres à bons de commande.

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances au sens de l'article 130 du Décret marchés publics :

Monsieur le Maire de la commune de Saint André de Corcy

Ordonnateur :

Monsieur le Maire de la commune de Saint André de Corcy

Comptable public assignataire des paiements :

Recette des Finances de Villars les Dombes

Trésorerie Villars-les-Dombes 01330

15 rue Joseph-Girard CS 500016

01330 Villars-les-Dombes

Article 1 : Contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiqué à l'article « pièces contractuelles » du cahier des clauses administratives particulières qui fait référence au CCAG-Travaux et conformément à leurs clauses et stipulations ;

<input type="checkbox"/> Le signataire (Candidat individuel), M Agissant en qualité de <input type="checkbox"/> M'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte, Nom commercial et dénomination sociale Adresse Adresse électronique Numéro de téléphone Télécopie Numéro de SIRET Code APE Numéro de TVA intracommunautaire Engage la société Sur la base de son offre, Nom commercial et dénomination sociale Adresse Adresse électronique Numéro de téléphone Télécopie Numéro de SIRET Code APE Numéro de TVA intracommunautaire
--

<input type="checkbox"/> Le mandataire (Candidat groupé), M Agissant en qualité de Désigné mandataire : du groupement solidaire <input type="checkbox"/> Solidaire du groupement conjoint <input type="checkbox"/> Non solidaire du groupement conjoint Nom commercial et dénomination sociale Adresse Adresse électronique Numéro de téléphone Télécopie Numéro de SIRET Code APE Numéro de TVA intracommunautaire S'engage, au nom des membres du groupement ¹ , sur la base de l'offre du groupement,

¹ L'annexe relative à la désignation des cotraitants est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire. Elle est recommandée dans le cas d'un groupement conjoint.

à exécuter, sans réserve, les prestations demandées dans les conditions définies ci-après,

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

Article 2 : Prix

Les travaux seront rémunérés par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires.

Le montant total des commandes pour la durée de l'accord-cadre est défini comme suit :

- **Seuil minimum : 0,00 Euros H.T. par an (= pas de minimum)**
- **Seuil maximum : 2 000 000,00 Euros H.T. sur la durée totale maximum de 3 ans**

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

Article 3 : Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de **1 an** à compter de la notification du marché.

Il pourra être reconduit tacitement **2 fois 1 année** (soit une durée totale maximale de 3 ans).

Le pouvoir adjudicateur devra se prononcer par écrit au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché s'il ne souhaite pas le reconduire, la reconduction est considérée comme validée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Le marché prendra fin d'office avant la fin de la période de 3 ans si le montant maximal est atteint.

Le titulaire s'engage, en cas de besoin, à établir un devis au maître d'ouvrage dans les 2 semaines qui suivront sa demande.

Le délai d'exécution des commandes ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution seront fixés dans chaque bon de commande, comme précisé au C.C.A.P.

Article 4 : Paiement

Le maître de l'ouvrage se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants (Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal) :

Ouvert au nom de :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

Ouvert au nom de :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur (Cocher la case correspondante) :

- Un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire,
- Les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du C.C.A.P. s'appliquent.

Avance :

Conformément à l'article 110 du Décret Marchés Publics n° 2016-360, une avance peut être versée uniquement pour les bons de commande supérieurs à 50 000 € HT, et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Je renonce au bénéfice de l'avance : NON OUI
(Cocher la case correspondante.)

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, et de l'article 51 du Décret marchés publics n° 2016-360.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

A

Le

Signature du candidat

Porter la mention manuscrite

Lu et approuvé

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

*Est acceptée la présente offre pour valoir
marché*

A

Le

**Signature du représentant du pouvoir
adjudicateur habilité par la délibération en
date du**

- Annexe n°... relative à la présentation d'un sous-traitant (ou DC4) ;
- Annexe n°... relative à la désignation et répartition des cotraitants en cas de groupement
- Annexe n°... relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres
- Annexe n°... relative à la mise au point du marché
- Autres annexes (A préciser) :

NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché »

A le
Signature

En cas d'envoi en LR/AR (Lettre recommandée avec accusé de réception):

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du marché)

NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

Certificat de cessibilité établi en date du.....à.....

ou

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

La totalité du marché dont le montant est de (*indiquer le montant en chiffres et en lettres*) :
.....

La totalité du bon de commande n° afférent au marché
(*Indiquer le montant en chiffres et en lettres*) :

.....

La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (*indiquer en chiffres et en lettres*) :

.....

La partie des prestations évaluée à (*indiquer le montant en chiffres et en lettres*) :

.....

.....

et devant être exécutée par

.....

en qualité de :

Membre d'un groupement d'entreprise

sous-traitant

A le

Signature

ANNEXE N° 1 : Relative à la déclaration de sous-traitance
--

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.

Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

A – Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice)	DC4
--	------------

- Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

Mairie de SAINT ANDRE DE CORCY

Hôtel De Ville

Le Bourg

BP 29

01390 ST-ANDRE-DE-CORCY

tél.: 04.72.26.10.30, fax.: 04.72.26.13.36

Mail : accueil@mairie-saint-andre-de-corcy.fr

- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du Décret marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

Monsieur le Maire

B – Objet du marché public ou de l'accord-cadre	DC4
--	------------

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

Accord-cadre à bons de commande pour les travaux d'assainissement de la commune

C - Objet de la déclaration du sous-traitant	DC4
---	------------

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- Une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- Un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre	DC4
---	------------

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

E - Identification du sous-traitant**DC4**

• Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

• Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

• Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

• Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

• Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (article 135 Décret marchés publics) :
(Cocher la case correspondante.)

NON

OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées**DC4**

• **Nature des prestations sous-traitées :**

• Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

Taux de la TVA :

• Montant maximum HT :

• Montant maximum TTC :

• **Modalités de variation des prix :**

G - Conditions de paiement**DC4**

• **Compte à créditer :**

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

• **Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :**

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :
(Cocher la case correspondante.)

NON

OUI

H - Capacités du sous-traitant	DC4
---------------------------------------	------------

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant	DC4
--	------------

Le sous-traitant déclare sur l'honneur, en application de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 44, 48 et 51 du décret marchés publics n° 2016-360 du 25 mars 2016 :

- a) Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2ème alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2ème alinéa de l'article 433-2, 8ème alinéa de l'article 434-9, 2ème alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2ème alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne,
- b) Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne,
- c) Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne,
- d) Ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger,
- e) Ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger,
- f) Ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre,
- g) Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement,

h) Être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés,

i) Que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France,

j) Fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger,

k) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public	DC4
--	------------

(Cocher les cases correspondantes.)

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 136 du Décret marchés publics, en produisant en annexe du DC3 :

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

ou

Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

Le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 127 du Décret marchés publics qui est joint au présent document,

ou

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant	DC4
--	------------

A..... le.....
Le sous-traitant

A..... le.....
Le candidat ou le titulaire

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A..... le.....

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire	DC4
--	------------

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :
(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A , le

ANNEXE N° ... : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

<i>Designation de l'entreprise</i>	<i>Prestations concernées</i>
Raison Sociale : SIREN :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :	
Raison Sociale : SIREN :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :	
Raison Sociale : SIREN :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :	
Raison Sociale : SIREN :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :	
Raison Sociale : SIREN :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :	